



**Coopération technique  
entre pays en développement**

Distr.  
GÉNÉRALE

TCDC/11/2  
19 avril 1999  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Onzième session  
New York, 1er-4 juin 1999  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*

EXAMEN DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'APPLICATION DE LA  
STRATÉGIE DES NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA COOPÉRATION  
TECHNIQUE ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT

RÉSUMÉ

Le présent rapport est présenté en application de la décision 10/1 B, adoptée par le Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement à sa dixième session. Il analyse les progrès accomplis dans l'application de la stratégie des nouvelles orientations de la coopération technique entre pays en développement pendant la période 1997-1998.

---

\* TCDC/11/L.1.

# TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	1	3
II. LA STRATÉGIE DES NOUVELLES ORIENTATIONS . . . . .	2 - 6	3
III. MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE . . . . .	7 - 25	5
A. Orientation stratégique de la CTPD . . . . .	8 - 11	5
B. Capacité nationale de gestion de la CTPD . . . . .	12 - 14	6
C. La notion de "pays pivot" et sa mise en pratique . . . . .	15 - 16	7
D. La coopération triangulaire . . . . .	17 - 18	8
E. Constitution de partenariats en faveur de la CTPD . . . . .	19 - 21	8
F. Intégration des modalités de la CTPD et de la CEPD . . . . .	22 - 23	9
G. Partage des informations et de données d'expérience réussies . . . . .	24 - 25	10
IV. OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS . . . . .	26 - 29	10

## I. INTRODUCTION

1. Pour relever les défis que soulève l'ordre économique mondial, l'Assemblée générale a demandé en décembre 1994 au Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement d'entreprendre la préparation d'un rapport sur les nouvelles orientations de la coopération technique entre pays en développement, dans lequel il réexaminerait la notion de coopération technique entre pays en développement (CTPD) et formulerait des recommandations visant à ce qu'elle continue de représenter pour ces pays une stratégie viable qui vienne étayer leurs efforts de développement. Le rapport sur les nouvelles orientations rédigé par le Groupe spécial de la CTPD (TCDC/9/3) et les principales recommandations qui y figurent ont été approuvés par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour la population (Conseil d'administration PNUD/FNUAP), par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale dans sa résolution 50/119 du 20 décembre 1995.

## II. LA STRATÉGIE DES NOUVELLES ORIENTATIONS

2. La stratégie figurant dans le rapport sur les nouvelles orientations comprend 20 recommandations spécifiques. L'idée de base de la stratégie globale répond à la nécessité d'adopter une approche plus stratégique de la CTPD et de la réorienter à fond, l'accent étant mis sur un certain nombre de domaines hautement prioritaires – le commerce et l'investissement, l'endettement, la lutte contre la pauvreté, la production et l'emploi, l'environnement, la coordination des politiques macroéconomiques et la gestion de l'aide – susceptibles d'avoir une incidence majeure dans de nombreux pays en développement.

3. Le rapport préconisait que soient mieux précisées les grandes lignes stratégiques d'un certain nombre d'autres activités menées par l'ensemble des partenaires de la coopération internationale en faveur du développement, notamment par le Groupe spécial de la CTPD et d'autres organismes et agences du système des Nations Unies. Il signalait notamment la nécessité de créer des liens opérationnels plus étroits entre la coopération technique et la coopération économique entre pays en développement (CTPD/CEPD), pour faire en sorte que ces deux activités soient menées de façon mutuellement complémentaire au service de plans de coopération économique plus vastes entre les pays en développement. Il soulignait également qu'il était souhaitable de recenser des "pays pivots" pouvant servir de catalyseurs dans la mise en oeuvre de la CTPD, tant au niveau régional qu'interrégional, et qu'il était en plus nécessaire de promouvoir des arrangements de coopération triangulaire. Parmi d'autres points soulevés dans le rapport, il faut mentionner la formulation de politiques nationales de CTPD, le renforcement des centres de liaison nationaux pour la CTPD, la création de partenariats avec le secteur privé et des organisations non gouvernementales, et la recherche de nouvelles modalités de financement pour les activités de CTPD. Enfin, la stratégie recommandait de transformer le système d'orientation pour l'information (SOI) de la CTPD en un système d'information multidimensionnel, qui contiendrait des renseignements non seulement sur les capacités institutionnelles des pays en développement mais aussi sur les experts et les centres d'excellence ainsi que des données sur les expériences novatrices

en matière de coopération technique susceptibles d'être produites dans d'autres pays en développement.

4. Depuis l'adoption par l'Assemblée générale, en 1995, de la stratégie des nouvelles orientations, l'environnement international de la coopération en faveur du développement a connu de nouveaux changements, notamment l'accélération de la mondialisation et la baisse continue des financements en faveur du développement, notamment de l'aide publique au développement. La coopération Sud-Sud, dont font partie la CTPD et la CEPD, offre aux pays en développement des possibilités viables de poursuivre, individuellement et collectivement, les efforts qu'ils déploient pour parvenir à une croissance économique durable et à un développement équitable et avoir la certitude de participer réellement au nouveau système économique mondial émergent. Ces faits et les progrès importants réalisés dans l'application du Plan d'action de Buenos Aires pendant la période à l'étude par les pays en développement, les pays développés, les organismes et agences du système des Nations Unies, et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées prouvent que les nouvelles orientations continuent d'être valables pour la CTPD.

5. Pour renforcer davantage ce partenariat mondial en faveur de la CTPD, le Comité de haut niveau, dans sa décision 10/1 B, a prié instamment les organisations et agences du système des Nations Unies, entre autres, de prendre des mesures efficaces pour assurer la mise en oeuvre des recommandations figurant dans la stratégie des nouvelles orientations. Il s'agit notamment du recensement des "pays pivots" en matière de CTPD; de la promotion d'arrangements de coopération triangulaire; de l'identification et la diffusion des meilleures pratiques en matière de CTPD; de l'expansion du SOI pour l'information de la CTPD; de l'établissement de liens plus étroits entre la CTPD et la CEPD tant au niveau des grandes orientations que sur le plan opérationnel, et de nouveaux mécanismes de financement de la CTPD. Dans cette même décision, le Comité de haut niveau a demandé à l'Administrateur du PNUD de lui présenter, lors de sa douzième session en 1999, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de cette décision.

6. Pour établir le présent rapport, le Groupe spécial de la CTPD a puisé dans une large mesure sur les informations contenues dans les questionnaires qu'il a adressés aux États membres en développement et développés, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'aux agences et bureaux relevant du système des Nations Unies – c'est-à-dire aux mêmes sources que celles utilisées pour la rédaction du rapport sur l'application du Plan d'action de Buenos Aires (TCDC/11/1). Étant donné que ce document couvre complètement l'aide apportée à la CTPD aux niveaux national, mondial et du système des Nations Unies pendant la période examinée, et que l'examen des progrès réalisés dans l'application de la stratégie des nouvelles orientations en découle, le présent rapport dégage les tendances et les progrès d'ordre général enregistrés dans l'application globale de la stratégie et il en évalue les potentialités.

### III. MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE

7. Devant la nécessité d'aborder les lignes de force de la stratégie des nouvelles orientations ainsi que les questions plus spécifiques mises en exergue dans la décision 10/1 B du Comité de haut niveau, l'analyse exposée dans le présent rapport part des 20 recommandations énoncées dans le rapport de 1995 sur les nouvelles orientations (TCDC/9/3), et rassemblées ici sous sept grandes rubriques :

a) Réorientation stratégique des activités de CTPD visant à soutenir des initiatives susceptibles d'avoir un impact majeur dans un grand nombre de pays en développement;

b) Soutien des politiques nationales et mise en place de capacités propices à des activités spontanées de CTPD;

c) Promotion de l'approche des "pays pivots";

d) Promotion des arrangements de coopération triangulaire;

e) Établissement de nouveaux partenariats pour la CTPD;

f) Renforcement de l'intégration des modalités propres à la CTPD et à la CEPD et coordination des systèmes;

g) Promotion des échanges de données d'expérience et d'informations entre les pays en développement.

#### A. Orientation stratégique de la CTPD

8. Un des principaux objectifs de la stratégie des nouvelles orientations est d'encourager les acteurs intervenant dans la CTPD à privilégier des actions soutenues et élargies, impliquant de préférence des groupes de pays dont les besoins sont similaires, au lieu d'activités séparées et ponctuelles visant tel ou tel pays en particulier.

9. Sur un plan général, les principes directeurs des nouvelles orientations devaient constituer une série de paramètres destinés essentiellement au système des Nations Unies, le but visé étant de parvenir à un impact maximal avec des ressources limitées. Les domaines d'intervention que l'on suggère ici ne s'appliquent guère aux activités de CTPD de caractère directement bilatéral, étant donné que les pays qui concluent des accords de cette nature sont libres de déterminer ces activités entre eux. Parallèlement, les interventions des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales en faveur de la CTPD se situent en règle générale dans le domaine de compétence de chaque organisation, et n'ont pas à se plier aux critères d'un agent extérieur quel qu'il soit. Toutefois, les activités de CTPD ayant pour objectif déclaré de s'adresser à plusieurs pays bénéficiaires plutôt qu'à tel ou tel bénéficiaire particulier, ces considérations s'appliquent dans une large mesure aux activités lancées par des organes du système des Nations Unies.

/...

10. Les données recueillies pendant la période à l'étude montrent que dans l'ensemble de grands progrès ont été réalisés sur le plan de la réorientation stratégique. Dans le cas de la CTPD nationale unilatérale, un nombre croissant de pays en développement a fait état d'activités faisant intervenir de multiples participants : ateliers d'étude, programmes de formation et autres échanges de compétences, par exemple. On peut citer entre autres, comme exemples probants, les programmes bilatéraux actifs patronnés notamment par la Chine, le Costa Rica, l'Indonésie, le Pakistan, le Pérou et le Sénégal<sup>1</sup>. De plus, un examen des projets bilatéraux en cours montre que la plupart d'entre eux – mais pas tous – portent sur les domaines prioritaires proposés dans la stratégie des nouvelles orientations. À mesure que les pays en développement sont de plus en plus nombreux à atteindre des niveaux de compétence technique élevés et à accroître leurs ressources, ils semblent se fixer comme principe d'élargir la portée de leurs efforts pour faire participer un plus grand nombre de partenaires au développement. En ce qui concerne les organes du système des Nations Unies, les données montrent que leurs activités de CTPD pendant la période étudiée sont de plus en plus axées sur la stratégie des nouvelles orientations.

11. Les activités du Groupe spécial de la CTPD pendant la période à l'étude semblent, en général, aller dans le sens de la stratégie des nouvelles orientations. Dans ses interventions multinationales et interrégionales, le Groupe spécial a pris en compte les domaines prioritaires qu'elle fixe, ainsi que l'appui apporté aux réseaux. Les activités du Groupe ont également été décidées en fonction de l'impact qu'elles pouvaient avoir sur un grand nombre de pays : on peut citer à titre d'exemple la Conférence sur le commerce, l'investissement et les finances tenue à San José (Costa Rica) en 1997; la mise en place du Microfin Africa Network, destiné à lutter contre la pauvreté; l'initiative conjointe, en Malaisie, concernant la formation de banquiers provenant de 10 pays africains; l'aide apportée à l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) et l'assistance importante apportée au Centre du Sud et au Groupe des 77 et la Chine.

#### B. Capacité nationale de gestion de la CTPD

12. Dans la stratégie des nouvelles orientations, il a été reconnu que les problèmes de conduite des affaires publiques sont un des facteurs fondamentaux du succès ou de l'échec de la CTPD. Les activités de CTPD menées aux plans national et bilatéral pendant la période examinée montrent clairement que l'on voit émerger un nombre croissant de pays en développement qui se posent en grands défenseurs des processus de CTPD et assument des rôles prépondérants dans la promotion, l'organisation et le financement de projets bilatéraux et régionaux de CTPD dans le cadre de leurs prises de position annuelles en faveur du commerce, de l'investissement et de la coopération internationale. En assumant ces rôles prééminents, ces pays ont consolidé le processus de la CTPD et en ont élargi l'application géographique et approfondi la portée.

13. Bien que l'on ait enregistré dans l'ensemble des pays bénéficiaires une progression encourageante des niveaux d'acceptation et d'application des modalités de la CTPD, certains pays n'y participent pas encore activement. Pour plusieurs d'entre eux, cela tient à l'absence de centres de liaison efficaces ou de politiques nationales expressément axées sur les programmes de CTPD. Ce qui

amène à conclure que les premiers comme les secondes sont la condition préalable de toute activité de CTPD digne de ce nom.

14. Poursuivant ses efforts pour aider les pays en développement à améliorer cette situation, le Groupe spécial a organisé la réunion des groupes de liaison en matière d'opération technique entre des pays en développement pour l'Asie et le Pacifique, qui s'est tenue à Singapour en 1997 et qui a permis d'échanger des données d'expérience dans divers domaines tels que les politiques nationales de CTPD, les arrangements concernant les centres de liaison nationaux et les nouvelles pratiques couronnées de succès. Ont participé à cette réunion non seulement des représentants des centres de liaison nationaux de la quasi-totalité des pays de la région, mais aussi des représentants de pays d'Afrique et d'Amérique latine et des Caraïbes. Le Groupe spécial a également organisé en 1997 une autre réunion importante qui a donné lieu à des échanges similaires : il s'agit de la réunion des directeurs généraux de la coopération technique des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ces deux événements ont contribué directement à la gestion et à la coordination d'ensemble des activités de CTPD par les pays en développement qui y participaient.

#### C. La notion de "pays pivot" et sa mise en pratique

15. Pour aider à mettre en pratique la notion de "pays pivot", le Groupe spécial de la CTPD a organisé en novembre 1997 une réunion à Santiago (Chili), à laquelle ont participé 23 pays en développement provenant d'Afrique, de la région arabe, de l'Asie et du Pacifique, d'Europe et de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cette réunion a conclu qu'un nombre croissant de pays en développement, du fait de leurs capacités et de leur expérience, étaient en mesure de jouer un rôle de "chef de file" dans la promotion et l'application de la CTPD, en partageant leurs capacités et leurs expériences avec d'autres pays en développement. La réunion a par ailleurs défini dans un sens large les "pays pivots" : il s'agit de pays qui ont participé depuis longtemps et systématiquement à des activités de CTPD en tant qu'apporteurs de savoir-faire à d'autres pays en développement; disposent de capacités et de possibilités autochtones et sont disposés à les partager avec d'autres pays en développement; ont une politique nationale explicite en matière de CTPD, ont conclu en bonne et due forme des arrangements concernant les centres de liaison nationaux, et se sont engagés à appliquer les modalités de la CTPD dans leurs programmes de développement; comptent des agences nationales de coopération technique expressément responsables de la CTPD et dûment financées par des ressources budgétaires; et disposent d'une base de données sur leurs capacités et leurs expériences. Ces critères doivent évidemment être affinés, mais le Comité peut considérer qu'ils constituent une base utilisable pour recenser des pays pivots en matière de CTPD.

16. L'examen des activités nationales et bilatérales de CTPD montre que de plus en plus de pays en développement – notamment Brésil, Chili, Chine, Cuba, Guyana, Inde, Indonésie, Nigéria, Ouganda, Pakistan, République de Corée, Sénégal, Singapour, Thaïlande, Turquie et Venezuela – jouent un rôle de chef de file en lançant et en patronnant des activités de CTPD au bénéfice de nombreux pays en développement. À mesure que ce nombre va croissant, le niveau de la CTPD devrait s'élever, ainsi que le soutien dont elle bénéficie, sa portée et ses activités de fond.

#### D. La coopération triangulaire

17. La coopération triangulaire, fait relativement nouveau<sup>1</sup>, apparaît comme un facteur extrêmement prometteur d'enrichissement de contenu et de la dynamique de la coopération Sud-Sud, car elle permet aux pays développés ainsi qu'à des partenaires non traditionnels de la coopération en faveur du développement, en particulier les organisations non gouvernementales et le secteur privé, de participer au processus de la CTPD. À côté du Japon – qui reste le plus grand contributeur à la coopération triangulaire, après son don bénévole au Fonds d'affectation spéciale pour la coopération Sud-Sud, imputé sur le Fonds japonais de mise en valeur des ressources humaines – le nombre des autres pays donateurs, dont l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande, la France, l'Irlande et la Norvège, va croissant, ce qui semble indiquer que l'on se rend de plus en plus compte de l'enrichissement que cet arrangement peut apporter à la coopération technique et traditionnelle.

18. À cet égard, les pays en développement, les pays développés et, de fait, les organisations multilatérales, en particulier le Groupe spécial pour la CTPD, doivent relever les défis suivants : démontrer la complémentarité de la coopération triangulaire et de la coopération technique traditionnelle; faire systématiquement connaître et échanger entre eux et avec tous les autres pays intéressés les données d'expérience concernant des arrangements de coopération triangulaire couronnés de succès; mettre au point une méthode permettant de faire connaître ces expériences fructueuses; et recenser et mettre au point des "enveloppes-projets" spécifiques dans des domaines de coopération particulièrement importants susceptibles d'attirer des financements triangulaires de la part de pays donateurs.

#### E. Constitution de partenariats en faveur de la CTPD

19. Une autre des grandes lignes de la stratégie des nouvelles orientations a trait à la constitution de larges partenariats destinés à renforcer la coopération Sud-Sud en général et la CTPD en particulier, parce qu'il apparaît que de tels partenariats contribuent à ce que les efforts en faveur du développement aient des effets plus durables et plus profonds. Nombreux sont les exemples d'activités entreprises de concert par de multiples intervenants : organismes du système des Nations Unies, autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales et centres d'excellence, tant dans les pays en développement que les pays développés.

20. Il ressort de diverses initiatives prises en partenariat par ces différents acteurs que la solution la plus utile pour les pays en développement consiste à adopter une approche "thématique" qui précise expressément les rôles et les responsabilités des différents partenaires regroupés en vue d'objectifs communs. On peut citer à ce sujet le programme en partenariat sur le commerce et la mondialisation, auquel participent le Centre du Sud, le Réseau du tiers monde et le Groupe spécial. Dans ce partenariat, le Centre du Sud fournit une analyse détaillée de questions relevant de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a donné lieu à la publication d'une monographie sur le "WTO multilateral trade agenda and the South". Le Réseau du tiers monde fournit régulièrement aux négociateurs du Centre du Sud, basé à Genève, des notes d'orientation et d'information sur des questions spécifiques relevant de l'OMC. De son côté, le

/...



Groupe spécial fournit, dans le cadre de sa publication semestrielle Coopération Sud, une analyse approfondie des aspects multiples de la mondialisation. Cette division thématique des tâches permet aux pays en développement d'obtenir le type d'informations dont ils ont besoin pour aborder de façon cohérente et mieux coordonnée leur action politique sur des problèmes fondamentaux qui conditionneront leur participation active à la mondialisation économique.

21. Les partenariats présentent un autre aspect prometteur<sup>1</sup> : il s'agit de l'utilisation optimale des points forts respectifs des différents partenaires. On peut citer à cet égard une initiative commune, patronnée par le Groupe spécial, visant à faire connaître les "meilleures pratiques" : l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sera chargée de le faire pour ce qui est de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, le Réseau du tiers monde, basé en Malaisie, pour ce qui touche l'environnement, le Réseau d'organisations scientifiques du tiers monde pour ce qui est de la science et de la technologie et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), au Canada, pour ce qui est de la suppression de la pauvreté. Au moment où le présent rapport était établi, plus de 100 des meilleures pratiques (sur un objectif de 250) avaient fait l'objet de documents. Elles seront publiées sous forme de monographies puis incorporées dans la base de données informatique CTPD/SOI pour être diffusées à travers le monde et éventuellement reprises dans certains pays en développement intéressés. Ces succès mis à part, la constitution de partenariats avec le secteur privé n'a guère progressé pendant la période étudiée.

#### F. Intégration des modalités de la CTPD et de la CEPD

22. Le renforcement des liens opérationnels entre la CTPD et la CEPD à l'appui de plans de coopération économique élargis parmi les pays en développement, tant sur le plan régional qu'interrégional, est aussi un aspect central de la stratégie des nouvelles orientations. Pendant la période étudiée, le PNUD a apporté son soutien au Groupe des 77 à l'occasion de la Conférence de haut niveau sur la coopération économique Sud-Sud entre groupements économiques, tenue à Bali en décembre 1998. Cette initiative a rassemblé des décideurs politiques provenant des 133 pays membres du Groupe des 77, ainsi qu'un nombre important de groupements économiques régionaux, des organes intéressés du système des Nations Unies, dont les commissions régionales. Les échanges de vues substantiels sur les problèmes de fond qui se posent aux gouvernements dans des domaines tels que les accords commerciaux régionaux et sous-régionaux, les "triangles de croissance" et les zones économiques spéciales et de libre-échange ont abouti à l'adoption de la Déclaration de Bali et d'un programme d'action sur ces questions pressantes et complexes. En parvenant à un consensus lors de cette conférence, le Sud a fait un progrès important sur la voie d'une coopération et une intégration économiques accrues aux niveaux régional et sous-régional.

23. Suite à la décision 10/2 du Comité de haut niveau et à la résolution 52/205 de l'Assemblée générale, datée du 18 décembre 1997, le Groupe spécial a préparé le rapport du Secrétaire général et ses recommandations visant à renforcer l'intégration des modalités de coopération économiques et techniques entre pays en développement dans les activités opérationnelles du système des Nations Unies. Ces recommandations jettent la base d'une intégration et d'une

coordination renforcées dans ce domaine. Leur application complète constitue un défi que toutes organisations et agences, y compris les commissions régionales, se doivent de relever d'urgence, en joignant leurs efforts pour mettre au point des indicateurs communs qui permettront de mesurer les progrès et les résultats obtenus dans l'application des propositions du Secrétaire général.

#### G. Partage des informations et de données d'expériences réussies

24. La stratégie des nouvelles orientations met en outre fortement l'accent sur la nécessité d'intensifier le partage entre pays en développement d'informations et de données concernant des expériences réussies novatrices de développement, afin d'éviter le chevauchement des activités. On a déjà mis au point de nombreuses solutions pour des problèmes communs partout dans le Sud. Un nombre croissant d'organismes et d'agences du système des Nations Unies ont mis en commun leurs ressources et leurs compétences pour venir étayer des réseaux Sud-Sud visant à renforcer les flux d'informations et le partage de données d'expérience en matière de développement<sup>1</sup>. On peut citer à cet égard le Réseau sanitaire Asie-Pacifique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS); le Réseau mondial de contacts commerciaux de la CNUCED; le Réseau régional pour la production, la commercialisation et le contrôle des pesticides en Asie et dans le Pacifique de l'ONUDI et le Réseau pour le développement durable des petits États insulaires du PNUD.

25. En outre, la création de sites Web CTPD nationaux, en un premier temps dans 30 pays, et le rattachement de ces sites Web à la banque élargie CTPD/SOI contribuent à augmenter pour les pays en développement les points d'entrée grâce auxquels ils peuvent obtenir et échanger des informations et des données sur les meilleures pratiques. Le fait que de nombreuses organisations et agences du système des Nations Unies disposent d'une grande diversité de systèmes de données sectorielles représente aussi un progrès à signaler dans ce domaine.

#### IV. OBSERVATIONS ET CONCLUSIONS

26. Vu l'accélération des changements (économiques et politiques) intervenus au cours des 20 dernières années dans l'ordre mondial ainsi que dans les pays et les institutions internationales, il apparaît que la viabilité et les atouts de la coopération Sud-Sud en tant que mode de développement global s'imposent avec plus de force que jamais. Parmi les diverses configurations de la coopération Sud-Sud, les données rassemblées pour l'établissement du présent rapport prouvent à l'évidence que la modalité spécifique de la coopération technique entre pays en développement (CTPD) a continué non seulement d'être largement utilisée, mais en outre à être de plus en plus acceptée et appliquée parmi les pays en développement. Qui plus est, on peut mesurer la croissance de la CTPD non seulement par le nombre et la portée des projets de CTPD menés à terme ou en cours, mais aussi par l'élargissement des nouvelles configurations de la CTPD (notamment la forte augmentation du nombre de projets bilatéraux de pays à pays, le phénomène récent de la participation de pays donateurs à des plans de financement triangulaires et la multiplication des partenariats entre organisations intergouvernementales, organisations non gouvernementales et autres intervenants au sein du système multilatéral). Vu l'accélération des activités de CTPD constatée depuis quatre ans, il apparaît que l'affinement de CTPD par la stratégie des nouvelles orientations mise en place il y a quatre ans

/...

a eu un impact positif sur l'utilité et l'applicabilité de la méthode de la CTPD.

27. À mesure que les modalités de la CTPD continuent d'être de plus en plus appliquées, il semble que les programmes eux-mêmes aient évolué d'une façon constante, passant des opérations uniques par pays, des premiers temps, à des interventions plus larges sur une base multinationale, voire régionale. Dans le cadre des programmes CTPD lancés ou coordonnés par le Groupe spécial ou par d'autres instances du système des Nations Unies, la participation d'intervenants multiples dans une seule opération de CTPD – pratique désormais courante – semblerait indiquer que le système adopte avec succès le mandat fixé dans la stratégie des nouvelles orientations, à savoir que les activités de CTPD devraient être conçues de façon à avoir un impact maximum sur un grand nombre de pays en développement. Dans le cas des activités de CTPD menées en dehors du système – c'est-à-dire les projets lancés, financés et exécutés de façon spontanée entre partenaires bilatéraux –, l'augmentation parallèle du nombre des pays participants ou bénéficiaires semble refléter directement l'amélioration constante, sur le plan des capacités techniques et des ressources financières, d'un nombre croissant de pays en développement qui sont disposés à partager avec d'autres leurs expériences.

28. Les données tirées des rapports biennaux successifs adressés au Comité de haut niveau concernant l'application du Plan de Buenos Aires font état d'une progression constante du nombre de pays en développement membres qui déclarent réunir les conditions internes nécessaires à la gestion et à l'application pratique de programmes de CTPD. L'étude des réponses des pays aux questionnaires du Groupe spécial a montré que, pour chaque période étudiée, les opérations de CTPD – et en fait de toute forme de coopération en faveur du développement – ne peuvent être efficaces que si les gouvernements des pays remplissent trois conditions fondamentales, qui sont les suivantes : a) que soit désigné, au sein du ministère ou du département approprié, un centre de liaison national, appelé à jouer le rôle d'organisateur et de coordonnateur des programmes et des possibilités de CTPD; b) que soit explicitement exposée une politique nationale fixant clairement les méthodes et les moyens de fournir à d'autres pays en développement ou de recevoir de ces derniers une assistance technique, et c) que soit établie une approche de base concernant le financement des activités de CTPD, soit par des crédits budgétaires spécifiques soit, dans le cas des pays les plus pauvres, par le biais de filières capables de recevoir des financements apportés par des partenaires bilatéraux ou par l'intermédiaire du système multilatéral. Les informations concernant la période actuellement à l'étude mettent en évidence deux tendances : d'un côté, une augmentation constante du nombre des pays en développement qui ont procédé aux changements institutionnels en question. Cette progression reflète et conforte le système recommandé par la stratégie des nouvelles orientations consistant à désigner des "pays pivots", eu égard à leurs résultats remarquables et de leur possibilité de jouer un rôle de chef de file dans le domaine de la CTPD. D'un autre côté, dans un certain nombre de pays en développement, notamment les moins avancés, où des améliorations dans les instances gouvernementales pourraient aboutir à l'élaboration d'une politique appropriée et un renforcement de l'utilisation de la CTPD, le Groupe spécial, en collaboration avec ces pays, continuera à leur fournir conseils et soutien. Il reste du ressort de chaque pays de décider s'il souhaite ou s'il peut assimiler cette aide. Par ailleurs, d'autres pays en

/...

développement pourraient, sur une base de coopération bilatérale, déployer des efforts supplémentaires pour aider les pays les moins développés à mettre en place les systèmes d'administration nécessaires.

29. Une des évolutions les plus encourageantes constatées au cours de la période à l'étude est l'apparition de pays développés en tant que tierces parties ou donateurs triangulaires dans le processus de la CTPD. On a vu apparaître au cours des deux dernières années pas moins de six pays donateurs – le Japon en tête – qui ont joué un rôle dans divers projets de CTPD. Tout en restant indépendants de ces projets – ce qui garantit que les projets restent de vrais exemples de coopération technique Sud-Sud –, ces pays donateurs ont montré qu'ils considéraient réellement que la CTPD était un moyen viable, efficace et efficient de transférer d'un pays à l'autre des compétences et des technologies. On ne saurait surestimer l'importance de ce fait nouveau, car le fait que des partenaires provenant des pays du Nord cautionnent le mode de coopération Sud-Sud représente un progrès important sur le plan du financement et donnera au cours des années à venir à la CTPD une stature et une légitimité accrues.

Note

<sup>1</sup> Voir document TCDC/11/1.

-----